

Partenariats avec le secteur privé

Soutenir le développement économique et social à travers les activités des entreprises privées

En mobilisant les réseaux et les relations de confiance tissés avec les gouvernements des pays en développement, ainsi que le savoir-faire issu d'années de mise en œuvre de projets d'aide publique au développement (APD) du Japon dans le monde en développement, la JICA utilise des dispositifs variés, comme le montre le schéma de la page 51, pour apporter une aide efficace et efficiente permettant d'obtenir de meilleurs résultats de développement à travers une collaboration accrue avec le secteur privé.

Financement des investissements du secteur privé

Aide au développement économique et social des pays en développement à travers le secteur privé

Dans le cadre de la coopération en matière de financement et d'investissement de la JICA, le financement des investissements du secteur privé (PSIF pour Private Sector Investment Finance) est un dispositif de soutien — par une participation au capital et l'octroi de prêts — aux entreprises privées du monde entier, notamment japonaises, qui mènent des activités à fort impact sur le développement dans des secteurs tels que les infrastructures, la réduction de la pauvreté et la lutte contre le changement climatique [→ voir page 70]. En collaborant avec des institutions financières privées et internationales et en coordination avec ses autres programmes et projets d'APD, la JICA s'efforce de réduire les divers risques associés aux projets et d'augmenter les résultats en matière de développement. La JICA renforce plus particulièrement la coopération avec les organisations internationales en vue de promouvoir le cofinancement. Pendant l'exercice 2019, la JICA a signé un protocole de coopération avec l'Agence française de développement, la Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissement. Ces accords font suite à la

conclusion d'un protocole d'accord avec la Société de promotion des investissements privés à l'étranger (aujourd'hui Société de financement du développement international des États-Unis) durant l'exercice 2018.

Au cours de l'exercice 2019, la JICA a approuvé 11 projets dans le cadre du PSIF : cela comprend le projet de renforcement de la chaîne de valeur du cacao au Ghana, des projets de production d'énergie photovoltaïque au Mexique [→ voir l'étude de cas ci-dessous], ainsi que des projets d'amélioration de l'accès à la finance et d'aide à l'autonomisation des femmes grâce à la microfinance dans les pays en développement. La JICA a également approuvé quatre projets par l'intermédiaire du Leading Asia's Private Sector Infrastructure Fund (LEAP), un fonds de soutien aux investissements privés dans les infrastructures en Asie financé par la JICA au sein de la Banque asiatique de développement.

Études préparatoires pour le financement des investissements du secteur privé

Soutenir un développement économique et social impulsé par le secteur privé dans les pays en développement à travers la mise en œuvre de projets PSIF prometteurs

Ce dispositif est principalement conçu pour identifier et formuler des projets qui tirent parti de l'expertise du secteur privé japonais. Dans le cadre de ce dispositif, la JICA confie les études nécessaires aux entreprises privées japonaises ayant soumis les meilleures propositions afin de développer des plans de projets qui seront mis en œuvre à travers le PSIF.

Jusqu'en avril 2020, ce dispositif était baptisé « étude préparatoire pour des projets d'infrastructures en PPP ». En changeant de nom, la JICA établit explicitement que le dispositif couvre un large éventail de projets, notamment des projets

Projet de production d'énergie photovoltaïque au Mexique, projet de système de production d'énergie solaire décentralisée au Brésil et projet de soutien à une industrie forestière durable au Brésil

Travailler avec divers acteurs pour lutter contre le changement climatique



Mexique : Installations pour la production d'énergie solaire (Photo : IEnova)

En mars 2020, la JICA a signé des accords de prêts pour trois projets qui contribueront à l'action mondiale en faveur du climat.

L'un de ces accords a été conclu avec Infraestructura Energética Nova, S.A.B. de C.V. (IEnova), une entreprise mexicaine du secteur de l'énergie, pour l'extension de sa production d'électricité solaire à grande échelle. Il s'agissait du premier projet de prêt de la JICA conforme aux principes du prêt vert*.

Le deuxième accord de prêt a été conclu avec Sistema de Crédito Cooperativo (Sicredi), la plus grande alliance de coopératives de crédit au Brésil. Le prêt doit soutenir le programme de Sicredi destiné aux agriculteurs et aux PME rurales afin

d'introduire un système de production d'énergie solaire privé et décentralisé. Le troisième accord a été passé avec Klabin S.A., un fabricant brésilien de pâte à papier et de papier, pour l'extension de son usine. L'accord aidera le Brésil à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et à renforcer les chaînes d'approvisionnement écoresponsables, soutenant ainsi le développement d'une sylviculture durable dans le pays.

La JICA continuera de coopérer activement avec divers acteurs pour soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique par diverses approches.

*Ensemble de principes de prêt internationaux qui limitent l'utilisation des prêts aux projets porteurs d'une dimension environnementale.



hors infrastructures et des activités impliquant uniquement le secteur privé sans participation du gouvernement d'un pays en développement. Elle a également amélioré le dispositif afin qu'il soit plus facilement utilisable par les entreprises candidates. Les candidatures sont ouvertes toute l'année. Pendant l'exercice 2019, la JICA a adopté sept propositions dans le cadre de l'ancien dispositif.

Il existe de nombreux défis liés à ce type de projets dans les pays en développement. Cela comprend un climat de l'investissement inadapté tant au niveau matériel qu'institutionnel, des difficultés pour assurer la viabilité financière, et une reconnaissance insuffisante du partage des rôles et de la répartition des risques entre le public et le privé (soutien insuffisant des gouvernements des pays en développement). Par conséquent, la JICA soutient non seulement des projets individuels du secteur privé, mais elle promeut également des efforts globaux pour la mise en œuvre de projets en fournissant une aide sur l'établissement de politiques et institutions appropriées et le renforcement des capacités de mise en œuvre.

Études en appui aux activités ODD

Soutenir la création et l'expansion d'entreprises qui aident les pays en développement à atteindre les ODD

Les études en appui aux activités ODD forment un programme basé sur des propositions d'entreprises privées. Il a pour but de créer une relation gagnant-gagnant entre des pays en développement qui souhaitent utiliser des produits, technologies et savoir-faire du Japon pour résoudre leurs problèmes et des entreprises japonaises qui veulent conquérir les marchés de ces pays. Ce programme comprend deux volets : (1) le « soutien aux PME » destiné aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises de taille moyenne leaders dans leur secteur ; et (2) le « soutien aux activités ODD » pour les grandes entreprises. À la fin de l'exercice 2019, la JICA avait adopté un total de 1 217 propositions pour ce programme ainsi ses deux dispositifs précurseurs : (1) l'aide pour le développement international des

PME japonaises et (2) l'étude de faisabilité des activités ODD.

En février 2019, le département des partenariats et du financement du secteur privé, chargé de ce programme, s'est installé dans l'immeuble Takebashi de la JICA, une plateforme pour la collaboration avec divers partenaires nationaux disposant d'un accès direct aux quartiers des affaires voisins. En avril de cette année, le département a été réorganisé pour gérer son programme de manière plus intégrée, quelle que soit la taille des entreprises candidates.

Pour les appels publics à contribution lancés dans le cadre de ce programme durant l'exercice 2019, la JICA a inclus pour la première fois un « appel à propositions thématiques en Afrique ». La JICA a créé cette catégorie afin d'encourager le développement des entreprises en Afrique dans la perspective de la septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7), organisée en août 2019 à Yokohama, au Japon. La JICA a adopté un total de 35 propositions appartenant à cette nouvelle catégorie afin de contribuer à la résolution des problèmes identifiés.

Trois dispositifs d'aide pour des objectifs différents

Les études en appui aux activités ODD proposent trois dispositifs d'aide soutenant des objectifs différents en fonction des étapes de la mise en œuvre [→ voir le schéma ci-dessous].

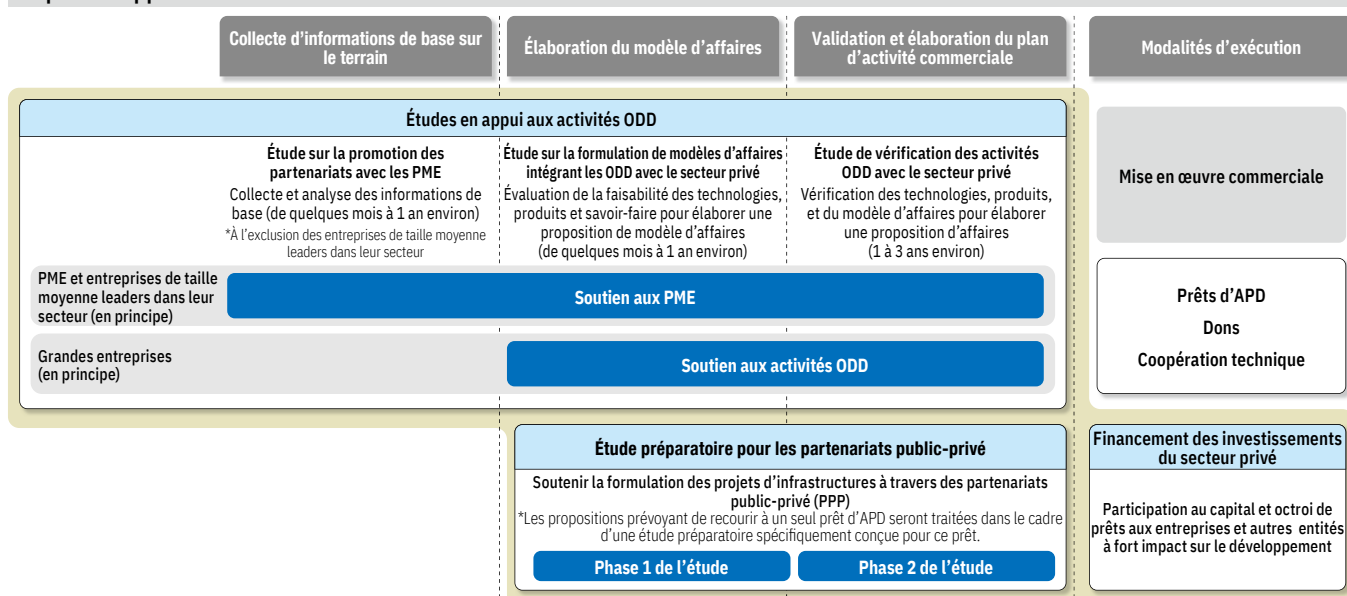
1. Étude sur la promotion des partenariats avec les PME

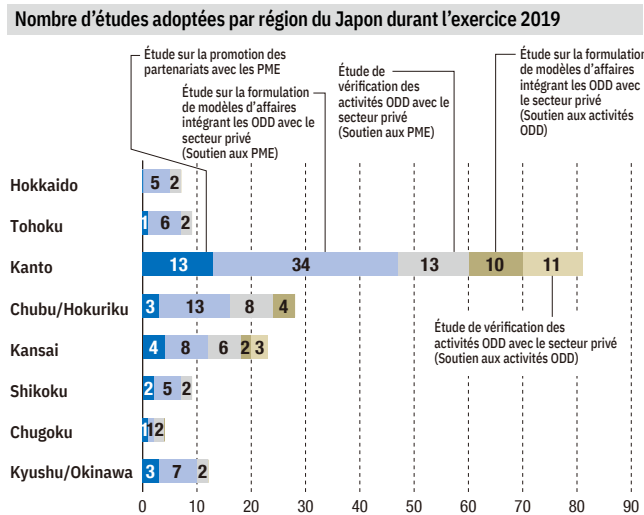
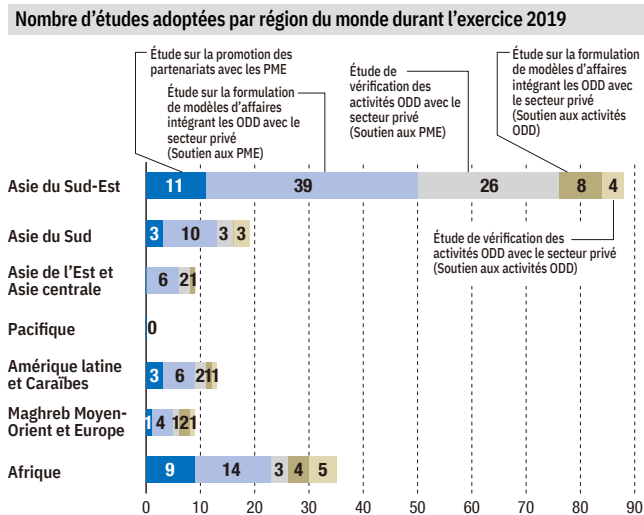
Réservé uniquement aux PME, le dispositif contribue à la collecte d'informations nécessaires pour explorer un modèle d'affaires apte à résoudre les problèmes des pays partenaires. Durant l'exercice 2019, 27 propositions ont été sélectionnées dans le cadre de ce dispositif.

2. Étude sur la formulation de modèles d'affaires intégrant les ODD avec le secteur privé

Ce dispositif vise à (1) explorer les idées d'activités tirant parti des technologies, produits et processus des entreprises japonaises pour répondre aux défis des pays partenaires, (2) examiner la faisabilité de ces idées dans les projets d'APD et éventuellement (3) transformer ces idées en modèles d'affaires. Au cours de

Dispositifs applicables et modalités d'exécution





l'exercice 2019, un total de 95 propositions ont été sélectionnées pour ce dispositif, 79 au titre du soutien aux PME et les 16 autres au titre du soutien aux activités ODD.

3. Étude de vérification des activités ODD avec le secteur privé

Ce dispositif contribue à l'élaboration de plans d'affaires répondant aux défis des pays partenaires à travers (1) l'examen des modèles d'affaires, notamment la vérification des technologies, produits et processus ; (2) la promotion d'une bonne compréhension des modèles d'affaires proposés ; et (3) l'évaluation de leur faisabilité dans le cadre de projets d'APD (→ voir l'étude de cas ci-dessous). Au cours de l'exercice 2019, un total de 51 propositions ont été sélectionnées pour ce dispositif, 37 au titre du soutien aux PME et les 14 autres au titre du soutien aux activités ODD.

Renforcer les liens entre les pays en développement et les communautés locales au Japon

L'aide apportée au développement à l'étranger des PME de l'ensemble du Japon à travers les études en appui aux activités ODD a d'autres effets positifs ; elle contribue à renforcer les liens entre les

pays en développement et les économies et communautés locales japonaises, contribuant ainsi à leur dynamisation. Par exemple, les technologies traditionnelles locales ou innovantes issues d'une collaboration avec les universités japonaises offrent un coup de pouce tout à fait bienvenu à certaines économies locales japonaises grâce à une application sur mesure dans les pays en développement.

Lors de l'exercice 2019, la JICA a organisé plus de 190 séminaires sur les activités ODD dans tout le Japon pour les PME et d'autres entreprises, réunissant plus de 10 000 personnes au total. En septembre 2019, la JICA a organisé un séminaire pour partager les défis des pays en développement afin de mieux répondre aux enjeux et aux besoins des régions en développement avec des produits, des technologies ou des activités d'entreprises privées. Ce séminaire a été considéré comme utile par de nombreux participants. La JICA a également organisé des séminaires d'aide à la réalisation des affaires afin de fournir aux entreprises, dont elle a adopté les propositions, une expertise professionnelle sur des sujets essentiels pour leurs opérations à l'étranger. Plus de 500 personnes au total ont assisté à ces séminaires.

Ouzbékistan : Étude de vérification des activités ODD avec le secteur privé pour les systèmes de gestion de l'apprentissage (SGA) Application pour l'amélioration des qualifications des enseignants et l'élimination des disparités en matière d'éducation au niveau régional (soutien aux PME)

Une nouvelle forme d'éducation basée sur l'e-learning



Des enfants apprennent à faire du calcul mental à l'occasion d'un cours spécial dispensé après l'école. (Photo : Digital Knowledge Co., Ltd.)

On estime qu'il manque près de 70 000 enseignants en Ouzbékistan, où les disparités régionales en matière d'éducation et le manque de matériel pédagogique constituent deux des principaux défis éducatifs du pays.

Ces circonstances ont incité Digital Knowledge Co, Ltd, une entreprise japonaise basée à Taito, l'un des arrondissements de Tokyo, à tirer parti du programme de soutien de la JICA pour lancer une étude de vérification des activités ODD en août 2019, en utilisant un système de gestion de l'apprentissage. Aujourd'hui, Digital Knowledge propose des formations en ligne pour les enseignants, ainsi que des tests en ligne permettant aux étudiants d'évaluer leurs aptitudes scolaires dans les 14 provinces de l'Ouzbékistan. Elle fournit également des services d'enseignement privé avec

du matériel pédagogique numérique sur internet dans la capitale, Tachkent.

Ces activités sont très appréciées par le ministère de l'Éducation publique de l'Ouzbékistan, ainsi que par la population ouzbek. Les étudiants et leurs parents ont été nombreux à vouloir suivre ces cours en ligne.

En mars 2020, toutes les écoles du pays ont été fermées en raison de la pandémie de COVID-19. En réponse à une demande officielle du ministère de l'Éducation publique, l'entreprise japonaise a ouvert l'accès à des cours en ligne, conçus à l'origine pour des téléformations, afin que les enfants puissent continuer l'école à la maison. Ainsi, l'entreprise a soutenu l'éducation scolaire du pays dans une situation d'urgence inédite.

